

Mombert, Monique

Les revues de langues vivantes en France et en Allemagne autour de 1900: la fabrique d'une opinion publique enseignante

Schweizerische Zeitschrift für Bildungswissenschaften 36 (2014) 1, S. 35-49



Quellenangabe/ Reference:

Mombert, Monique: Les revues de langues vivantes en France et en Allemagne autour de 1900: la fabrique d'une opinion publique enseignante - In: Schweizerische Zeitschrift für Bildungswissenschaften 36 (2014) 1, S. 35-49 - URN: urn:nbn:de:0111-pedocs-107885 - DOI: 10.25656/01:10788

<https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0111-pedocs-107885>

<https://doi.org/10.25656/01:10788>

in Kooperation mit / in cooperation with:

**Schweizerische
Zeitschrift
für Bildungswissenschaften**
**Rivista svizzera
di scienze dell'educazione**
**Revue suisse
des sciences de l'éducation**

<http://www.rsse.ch/index.html>

Nutzungsbedingungen

Gewährt wird ein nicht exklusives, nicht übertragbares, persönliches und beschränktes Recht auf Nutzung dieses Dokuments. Dieses Dokument ist ausschließlich für den persönlichen, nicht-kommerziellen Gebrauch bestimmt. Die Nutzung stellt keine Übertragung des Eigentumsrechts an diesem Dokument dar und gilt vorbehaltlich der folgenden Einschränkungen: Auf sämtlichen Kopien dieses Dokuments müssen alle Urheberrechtshinweise und sonstigen Hinweise auf gesetzlichen Schutz beibehalten werden. Sie dürfen dieses Dokument nicht in irgendeiner Weise abändern, noch dürfen Sie dieses Dokument für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, aufführen, vertreiben oder anderweitig nutzen.
Mit der Verwendung dieses Dokuments erkennen Sie die Nutzungsbedingungen an.

Terms of use

We grant a non-exclusive, non-transferable, individual and limited right to using this document.
This document is solely intended for your personal, non-commercial use. Use of this document does not include any transfer of property rights and it is conditional to the following limitations: All of the copies of this documents must retain all copyright information and other information regarding legal protection. You are not allowed to alter this document in any way, to copy it for public or commercial purposes, to exhibit the document in public, to perform, distribute or otherwise use the document in public.

By using this particular document, you accept the above-stated conditions of use.

Kontakt / Contact:

peDOCS
DIPF | Leibniz-Institut für Bildungsforschung und Bildungsinformation
Informationszentrum (IZ) Bildung
E-Mail: pedocs@dipf.de
Internet: www.pedocs.de

Mitglied der


Leibniz-Gemeinschaft

Les revues de langues vivantes en France et en Allemagne autour de 1900: la fabrique d'une opinion publique enseignante

Monique Mombert

Autour de 1900, deux revues pédagogiques en France (la Revue de l'Enseignement des Langues vivantes et Les Langues modernes) et une en Allemagne (Die Neueren Sprachen) jouent pour l'enseignement des langues vivantes le rôle de tribune, avec l'objectif de constituer une opinion publique du corps enseignant en langues vivantes et une «doctrine» scientifique de leur discipline. Dans une période où l'enseignement des langues est affecté par des réformes successives et fait l'objet de débats dans la société, la stratégie de ces revues est, selon les circonstances, défensive ou offensive. Notre contribution se propose d'analyser les revues dans leur contexte et les modalités de la circulation entre elles, compte tenu des jeux d'échelles qui les déterminent.

De la nécessité d'une opinion publique du corps enseignant en langues vivantes

Lors de la création en 1903, à Paris, de la Société des professeurs de langues vivantes¹, Charles Sigwalt, enseignant d'allemand, un des acteurs de premier plan de l'enseignement des langues de l'époque², évoque la presse pédagogique en Allemagne pour faire apparaître le déficit de débat professionnel en France, ce qui avait pour conséquence l'absence d'une «opinion publique» du corps enseignant:

Là-bas, dans des assemblées de professeurs, qui fonctionnent régulièrement, parce qu'elles ont une fonction, dans des congrès, dans des banquets même, et surtout dans une presse pédagogique florissante, tous les problèmes relatifs à l'enseignement sont posés, discutés, résolus, non pas par accident, dans des circonstances graves ou exceptionnelles, mais d'une façon continue, régulière et paisible; c'est la manifestation normale de la pensée du corps enseignant. Ainsi, la vie nationale pénètre et entraîne naturellement et sans secousse la vie scolaire, à tous ses degrés.

En France, nous avons nos programmes; nous les appliquons, et, bien entendu, chacun de nous en pense du bien ou du mal; mais ce que nous pensons, nous le gardons pour nous; ou, si nous parlons, nous le faisons chacun en notre nom: il ne se forme pas une opinion publique du personnel enseignant [...]

(Sigwalt, 1906, p. 255).

Manifestation de la «vie intellectuelle» de l'Université, cette «opinion publique», qu'il désigne également comme «opinion collective du corps enseignant», devait émaner de débats sur des questions professionnelles, dans un dialogue avec la hiérarchie. Nous adoptons ici cette définition de l'«opinion publique» comme expression de la «pensée collective» du corps des professeurs de langues vivantes, en interaction avec d'autres protagonistes du monde enseignant.

Dans l'ébauche des remèdes au fonctionnement français, dont il pointe les «graves inconvénients», Sigwalt présente la presse pédagogique, intégrée à un système social qui organise sur une base collégiale la contribution des enseignants à la pensée pédagogique, comme un facteur essentiel de l'évolution de la pédagogie et de la professionnalisation du métier d'enseignant de langue vivante. Elle apporterait le témoignage de la reconnaissance accordée à la compétence des enseignants et deviendrait l'organe du corps social, en interaction avec la nation.

Par le renvoi à un «modèle allemand» - supposé connu de tous, puisqu'il n'est pas nécessaire de le définir -, le levier que constitue l'argument de la concurrence franco-allemande est utilisé pour accréditer la nécessité d'une organisation collective, et réclamer pour les enseignants liberté de pensée et de langage.

L'acte fondateur du regroupement professionnel s'accompagne de la création du *Bulletin de la Société des Professeurs de Langues Vivantes de l'Enseignement Public*, dont le premier numéro est daté de mai 1903. Outil de communication entre les enseignants de langues vivantes, il a un objectif ambitieux: «Savoir la vérité», selon la formulation de Sigwalt, qui précise: «Nous la chercherons en nous et autour de nous [...]. Nous suivrons notamment le mouvement des idées à l'étranger; nous analyserons par exemple les articles pédagogiques de l'Allemagne [...]» (p. 253). Avec dix numéros par an d'une trentaine de pages et tirés à 3000 exemplaires, envoyé à tous les professeurs de langues de l'enseignement public de Paris et de province (Wallet, 2003, p. 10), il est consacré en grande partie à la «méthode directe», prescrite comme «la» méthode d'enseignement en 1902³. En 1907, le *Bulletin* prend la forme d'une revue dirigée par une commission d'enseignants et le titre *Les Langues modernes*. Elle affiche son ambition de contribuer à une pensée pédagogique transnationale, ce que confirme l'organisation d'un Congrès international en 1909, dans les locaux de la Sorbonne. En cette première décennie du 20^e siècle, la presse pédagogique en France s'enrichit ainsi d'une revue dans le domaine des langues vivantes, qui se donnait pour mission de jouer un rôle dans le débat par-delà les frontières; les enseignants de langues en France disposent désormais à leur tour des outils d'intervention dans l'espace public, outils qu'ils enviaient à leurs collègues allemands.

Deux revues la précèdent, l'une en Allemagne, à laquelle Sigwalt fait sans doute allusion, *Die Neueren Sprachen* (DNS); l'autre en France, qui est passée sous silence, bien que Sigwalt lui-même et bon nombre de ses auditeurs en 1903 en aient été rédacteurs, la *Revue de l'Enseignement des Langues Vivantes* (RELV). L'analyse de ces trois revues, créées dans des contextes nationaux et culturels différents, à dix ans d'intervalle (1884, 1893, 1903), fait apparaître des priorités transnationales communes, à trois niveaux: la nécessité de faire évoluer l'enseignement des langues, celle d'améliorer la professionnalisation des enseignants et d'agir sur le système éducatif global. Ces objectifs généraux, qui visent à construire et à faire reconnaître l'expertise des enseignants de langues vivantes, font appel à des conceptions divergentes dès lors que sont envisagées les modalités de leur réalisation.

Si l'émergence d'une pensée collective du personnel enseignant est un objectif commun aux trois revues, celle-ci englobe des publics variables, selon leur degré d'ouverture à des milieux extérieurs à l'enseignement des langues vivantes. Quand Sigwalt évoque le fait qu'en Allemagne, «la vie nationale pénètre et entraîne naturellement et sans secousse la vie scolaire», il appelle de ses vœux une interaction entre praticiens et usagers de l'enseignement des langues, entre le milieu professionnel des langues vivantes et l'opinion publique générale, dont la revue serait l'outil et le témoin. La RELV au contraire se veut un organe professionnel à usage interne, et conçoit l'«opinion publique» comme un facteur de cohésion dans une stratégie défensive. Quant à la revue DNS, elle contribue au débat public dans le camp du réformisme pédagogique, un mouvement d'ampleur qui propose des réponses à la crise de la modernité en Allemagne⁴. Affectée par les jeux d'échelle temporelle, nationale, sociale, la circulation entre les revues, qui fait partie de leur programme rédactionnel, se fait par des prismes variables, qui permettent, selon les besoins, une réception scientifique ou une instrumentalisation adaptée à la conjoncture du récepteur.

Dans ce qui suit, après avoir présenté les deux revues qui précèdent le *Bulletin*, nous proposons une analyse comparative des modalités de circulation entre elles, au regard de leur apport à l'évolution de la pensée pédagogique autour de 1900.

Die Neueren Sprachen ou la voix de l'avant-garde

La presse pédagogique allemande, «florissante» selon Sigwalt, est représentée dans le domaine des langues par l'organe officiel de la fédération des «néophilologues»⁵ (*Verband der deutschen neuphilologischen Lehrerschaft*), qui regroupe des associations locales de promotion des langues modernes (*Verein für neuere Sprachen*). Elle tient son premier congrès à Hanovre en 1886, et prend par la suite le nom de *Allgemeiner deutscher Neuphilologen-Verband* (ADNV).

La revue, dont le premier numéro paraît en avril 1893⁶ à Marbourg, s'inscrit comme représentante du mouvement réformateur dans une configuration de débats qui justifient par leur intensité le terme de «guerre scolaire» (Paulsen, 1921, p. 725). Il en va de la philosophie éducative et du système scolaire allemand dans son ensemble, du statut des disciplines qu'on appelait «réales» en Allemagne, «modernes» en France (dont les langues vivantes), des méthodes d'enseignement⁷. Majoritairement partisans d'une réforme qu'ils veulent «radicale», les spécialistes de langues modernes contribuent par la revue, dont l'objectif pratique est attesté par le sous-titre *Zeitschrift für den neusprachlichen Unterricht*, à l'élaboration des textes qui régissent leur discipline. La revue est dirigée par un triumvirat autour de Wilhelm Viëtor (1850-1918), la figure centrale du mouvement de réforme depuis qu'en 1882 il a publié sous le pseudonyme «Quousque tandem» la brochure *Der Sprachunterricht muß umkehren*⁸. Promoteur de la phonétique comme un des fondements scientifiques d'un enseignement des langues vivantes orienté vers la langue parlée, il fonde en 1888 la revue *Phonetische Studien*, qui se poursuit sous forme de supplément dans la revue DNS. Avec ses dix numéros par an, la revue remplit toutes les fonctions d'une publication professionnelle spécialisée et militante, avec des rubriques pratiques (exemples et analyses d'exercices et de leçons, informations sur des questions administratives et règlementaires), des rubriques scientifiques (articles de fond, comptes rendus d'ouvrages, bibliographie) et des prises de position dans les débats du moment. La revue accueille les articles d'enseignants, de chefs d'établissements, d'universitaires. Le «corps de doctrine» ainsi élaboré est proposé au vote des adhérents de l'association lors des congrès annuels. La revue est à la fois le vecteur et un acteur de premier plan d'une «opinion publique» qui se considère comme une avant-garde et ambitionne d'imprimer sa marque sur l'ensemble du système éducatif, ce dont témoigne le passage de la déclaration programmatique cité ci-dessous. La typographie «réformée», sans majuscule, qui peut paraître anecdotique, est ressentie à l'époque comme signe de reconnaissance de cette volonté d'évolution, de «progrès» sur tous les plans, qui se réclame d'une scientificité marquée par la référence aux «lois» caractéristique du positivisme:

Durch die reform des neusprachlichen unterrichts ist in unseren schulen eine den gesetzen menschlicher geistesarbeit überhaupt entsprechende lehrart wieder heimisch geworden. [...] Darum erwarten wir von den bestrebungen, denen sich diese zeitschrift widmet, auch einen wirksamen anstoss zur neugestaltung unseres höheren schulwesens im ganzen (DNS, 1893, 1, p. 4).

La Revue de l'Enseignement des Langues vivantes ou le porte-parole du «corps»

Contrairement aux propos de Sigwalt, les langues vivantes ne sont pas inexistantes dans la presse pédagogique en France à la fin du 19^e siècle. Deux publications peuvent être mentionnées ici pour leur contribution à un débat pédagogique qui concerne également les langues: *la Revue universitaire* (RU) et la *Revue internationale de l'enseignement* (RIE). La première, fondée en 1892, issue de la fusion du *Bulletin universitaire* et du *Bulletin littéraire*, dont le comité de rédaction comprend des enseignants de lycée et de faculté, est consacrée à la pédagogie soit théorique, soit pratique. De même, la RIE, publiée depuis 1881 par la Société de l'Enseignement supérieur, informe non seulement sur l'évolution des différents ordres d'enseignement dans une rubrique «Actes et documents», mais aussi, en accord avec son titre, sur les systèmes éducatifs étrangers et sur les publications étrangères.

La vocation généraliste de ces périodiques ne satisfait pas les attentes spécifiques des enseignants de langues de la fin du 19^e siècle. Ces attentes regroupent la recherche des fondements scientifiques de leur discipline, la quête de reconnaissance de leur statut scientifique, qui les autoriserait à participer à l'élaboration d'un fonds commun, d'une «science», qu'ils désignent fréquemment du terme de «doctrine», opposée à la «méthode», entendue comme un ensemble de consignes et d'instructions pour le bon usage des manuels. Cette quête est associée à des positions défensives face à des conceptions et propositions interprétées comme des agressions du corps enseignant. C'est pour répondre à ces besoins spécifiques des enseignants de langues «modernes» qu'un professeur d'allemand du Havre, Auguste Wolfromm (1850-1918), fonde en 1884 la RELV. Partant d'un constat de carence, il conçoit la revue comme «un organe de défense et de propagation», pour un enseignement dont l'importance est désormais reconnue mais qui «seul, [...] ne possède pas un organe spécial pour soutenir ses efforts, rappeler son importance et réclamer la place qui lui est due» (RELV, 1884, 1, p. 1-2). Dans cette optique, les buts et l'esprit de la revue allient une dimension générale et une partie pratique: la première traiterait de méthodes, programmes, réformes, de questions de grammaire, de philologie, de théorie et d'histoire littéraire, tandis que la seconde, intitulée «Revue des cours et conférences», serait destinée à la préparation des concours. Dans une troisième partie, une revue bibliographique informerait les lecteurs des publications nouvelles en France et à l'étranger. Wolfromm assure la direction et la gérance de la revue, qui comporte une trentaine de pages et paraît dix fois par an, le 15 du mois. Pour la rédaction, il dit s'être assuré le concours des universitaires et des autorités pédagogiques, ces «maîtres», qui «presque tous, [lui] ont accordé leur collaboration avec bienveillance», et des collègues, invités à exprimer leurs vues «sur les méthodes à appliquer, les réformes à réaliser et les améliorations à demander». Le succès est immédiat, ce qui permet à Wolfromm de ne pas rechercher de financement extérieur (Clavères, 1989, p. 7-14).

Enjeux et jeux d'échelles

Créées à l'occasion de débats publics autour de l'enseignement des langues, faites par des enseignants pour des enseignants, les trois revues ont pour enjeu principal, dans une période de changements ressentie par le corps enseignant comme une crise, de contribuer aux fondements scientifiques de l'enseignement des langues et d'asseoir la légitimité des praticiens à s'exprimer en tant que spécialistes, ce qui devrait avoir pour effet de conforter l'ethos professionnel du corps constitué sur ces fondements, dans un moment crucial où la pression publique et politique tend à conformer la matrice des disciplines à une vision utilitariste, de nature à produire des résultats rapides.

Si les enjeux sont identiques, les trois revues se différencient pourtant dès que sont prises en considération les conditions de leur création et de leur fonctionnement, en particulier l'échelle sociale, dont les effets affectent la reconnaissance accordée aux rédacteurs.

À l'aune de ce critère, les deux revues représentant des associations, DNS et LM, qui se réclament d'une volonté de réflexion collective large, se distinguent de la RELV. Celle-ci ne se reconnaît pas d'antécédent ni de co-équipier. Wolfromm la présente au contraire comme la seule réponse à une lacune spécifique aux langues vivantes. Il est significatif que la rédaction ne s'associe pas aux cercles qui s'intéressent à l'enseignement des langues vivantes, que ce soit la Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire (SEQES), présidée par Michel Bréal⁹ et à laquelle appartiennent des enseignants actifs et influents, tels Charles Schweitzer¹⁰, ou la Société pour la propagation des langues étrangères (Sigwalt, 1906, p. 41) ou encore l'Association phonétique internationale fondée en 1886 par Paul Passy¹¹. Au contraire, pour défendre sa conception d'une « doctrine » – terme sous lequel elle regroupe fondements scientifiques, contenus, et méthode d'enseignement – la rédaction de la RELV dénonce les effets de ces milieux extérieurs au « corps » sur les textes officiels qui régissent l'enseignement. En vertu d'une conception positiviste de la « vérité », la RELV admet la nécessité d'aménager l'existant; en cela, elle se considère comme partisan de réformes. Mais face au succès public qu'ont alors les méthodes d'apprentissage de la langue parlée de type empirique, calquées sur l'apprentissage de la langue maternelle, l'opinion qui se dégage dès les premières années de la RELV est celle de l'éclectisme¹². Au fur et à mesure que les réformateurs radicaux en France gagnent de l'audience en haut lieu, le ton dominant de la RELV se fait polémique car elle suspecte les réformistes de chercher à imposer une méthode unique au détriment de l'autonomie des enseignants et de leur autorité scientifique.

À l'opposé de la démarche de Wolfromm pour la RELV, la création de la revue DNS repose sur un projet collectif qui s'est organisé peu à peu autour de quelques idées directrices, ébauchées dans les actes du congrès fondateur (*Neuphilologische Beiträge*, 1886, I-XVII). Tout en faisant référence à de grands ancêtres philologues¹³, l'accent est mis sur la mission contemporaine des associa-

tions de spécialistes: faire profiter l'enseignement des langues des découvertes de la science, en réunissant toutes les compétences, depuis l'université jusqu'au destinataire de l'enseignement, l'apprenant, et élaborer un «programme global», qui fusionnerait contenus, démarche pédagogique et formation des enseignants. L'objectif est d'atteindre la même cohérence que celle qui fonde l'enseignement des langues anciennes ou d'autres disciplines établies de longue date. Un enseignement réformé selon leurs vues associe des connaissances universitaires philologiques et littéraires à la connaissance pratique de la vie et des usages des pays étrangers. À cela s'ajoutent la psychologie et la pédagogie, que les réformateurs souhaitent voir devenir partie intégrante de la formation. Au lieu que les enseignants se fassent chacun sa méthode de bric et de broc, c'est bien une «doctrine» de la discipline qu'il s'agit de fonder. La réalisation de ce projet doit associer les enseignants et l'État; aux premiers de faire le nécessaire pour que leur discipline dispose des indispensables outils de travail, à l'État de donner les moyens aux universités d'assurer une formation solide et de permettre, par des bourses suffisantes, les indispensables séjours à l'étranger.

Ce programme, qui fonde la politique associative de l'ADNV, oriente également l'action de la revue DNS, qui peut s'appuyer sur le réseau d'associations locales pour diffuser ses conceptions et recruter des partisans de la réforme «radicale». Pour augmenter son audience, elle recherche l'appui de mouvements extérieurs à la philologie moderne, qui prônent une réforme pédagogique d'ensemble, et des groupements d'intérêt qui cherchent à influencer sur une restructuration en profondeur du système éducatif. Cette conception suscite des oppositions, qui s'expriment également dans des revues *ad hoc*, contribuant ainsi à enrichir le débat pédagogique¹⁴ qui n'a rien de consensuel. Par le biais de la presse militante, la «guerre scolaire» en Allemagne a des attaches profondes dans la société, au point que Guillaume II croit bon de s'en mêler. Guerre de réseaux, elle recoupe des clivages idéologiques. On peut supposer que des règlements de compte ont envenimé les relations entre ces différents réseaux et ont affecté les personnes dans leur carrière. Cependant, les DNS avaient avec les représentants de la hiérarchie administrative des relations d'une autre nature que la RELV. Du fait de la contribution, au mouvement de réforme allemand, de chefs d'établissement, dont la fonction pédagogique et administrative est reconnue et qui participent aux commissions pédagogiques régionales, la rédaction des DNS présente une véritable mixité, renforcée encore par la participation de quelques universitaires, dont Viëtor, professeur à l'université de Marbourg.

La situation des rédacteurs de la RELV est sur ce plan bien différente. Faute d'une organisation reconnue qui puisse faire connaître les propositions et revendications professionnelles des enseignants de langues, la RELV leur sert de porte-parole et contribue à faire émerger des positions collectives. Mais cette fonction est mal assurée. En effet, le seul interlocuteur autorisé des autorités éducatives est le Conseil supérieur de l'Instruction publique, où les langues ont un représentant élu et en dehors duquel aucune instance n'a de légitimité pour intervenir dans le

champ pédagogique. C'est du reste cette situation que Sigwalt déplore en 1903 dans son opposition entre «là-bas» (l'Allemagne) et «ici» (la France). La liberté d'expression des rédacteurs est limitée de fait par les retours de bâton possibles de la part de leur chef d'établissement et des inspecteurs généraux, qui se montrent parfois chatouilleux face à des opinions qui critiquent leurs consignes ou les manuels qu'ils publient, d'où la pratique courante d'articles signés «X»¹⁵.

La question se pose de la justification d'une nouvelle revue pour les langues vivantes en 1903, alors que la RELV offre un espace de débats. En occultant le travail accompli par la RELV au profit des DNS, Sigwalt choisit pour la revue à créer en 1903 un modèle qui, vu de France, allie la réussite pédagogique à la réussite sociale et politique. Si le besoin d'un nouvel organe de presse se fait sentir, c'est que d'une part la RELV s'est marginalisée par sa position défensive, et que d'autre part l'officialisation de la méthode directe comme méthode unique dans le cadre de la réforme de l'enseignement secondaire de 1902 relègue la conception qu'elle défend depuis 20 ans. La RELV n'a pourtant pas démerité au regard des attentes du corps enseignant de la fin du 19^e siècle; en assurant la fonction de forum, elle aura entraîné les enseignants à prendre position dans les débats éducatifs et contribué à la circulation des idées pédagogiques. La dynamique créée profitera aux LM, qui auront des rédacteurs et des lecteurs plus expérimentés et exigeants.

Une configuration dissymétrique

Si l'on compare leur apport aux réformes de l'enseignement des langues, nos trois revues présentent des traits de convergence et de divergences. La convergence entre les trois revues porte sur la nécessité de rendre l'enseignement plus efficace, les divergences sur l'importance à accorder, dans l'économie des enseignements, à la langue parlée, à la grammaire, à la traduction.

La configuration qu'elles forment est dissymétrique, à l'image du «déséquilibre fondamental» relevé par Michael Werner à propos du transfert franco-allemand pour la philologie moderne (Werner, 1990, p. 20). La première raison en est structurelle, due à la centralisation française de la pensée et de la décision. L'autorité est concentrée dans un périmètre symboliquement représenté par l'inspection générale, qui s'étend, à l'extérieur de l'enseignement secondaire public, aux élites culturelles et sociales disposant de relais médiatiques et de contacts avec le monde politique qui ne sont pas à la portée des enseignants.

La comparaison des fonctionnements respectifs en France et en Allemagne par Charles Schweitzer au retour d'une mission officielle en Allemagne, où il a rencontré les dirigeants du mouvement réformateur et de la revue DNS, est édifiante à ce propos. Dans la métaphore suivante, la presse pédagogique fait évidemment partie des «ouvriers»:

En Allemagne, la réforme se fait [...] de bas en haut: élaborée par les ouvriers, elle est consacrée par l'autorité; en France, c'est le ministre qui édicte la réforme, en attendant que les ouvriers s'y convertissent. (RU, 11^e année, vol. II, p. 122-130).

Un autre facteur de dissymétrie, découlant des précédents, est le niveau scientifique, qui varie sur l'échelle temporelle. Si les deux revues françaises ont une ambition scientifique, le décalage sur ce plan entre elles, et avec la revue DNS, s'explique par les évolutions de la formation et des compétences des enseignants, qui du côté français s'affirment au fil du temps. Alors que les rédacteurs des DNS maîtrisent dès le démarrage de la revue les formes de la communication scientifique,¹⁶ dans la RELV des premières décennies, un ensemble de considérations pratiques et de postulats généralement implicites fait office de point de vue scientifique. Une illustration de cette forme de dilettantisme est fournie par le compte rendu du libelle *Der Sprachunterricht muß umkehren* de Viëtor, qui fait l'objet en 1888-1889 d'une recension (RELV, vol. 5, p. 394). Pour justifier ses réserves à l'égard de cette publication qui concerne directement l'enseignement, le recenseur se contente de déclarer impossible d'introduire la transcription phonétique en classe et évacue les aspects généraux de méthode pour réduire la problématique au seul exercice de thème, un des sujets récurrents en France. Alors que Viëtor situe ses réflexions sur un terrain pédagogique non national, le rédacteur de la RELV rabat les questions soulevées à un niveau anecdotique et national, le critère étant la faisabilité dans le système français. Le débat sur ce libelle, discuté internationalement dans tous les milieux intéressés par l'enseignement des langues est inexistant, probablement par incapacité du recenseur à argumenter sur le fond et sans doute parce qu'une telle discussion, n'intéressant pas les lecteurs, ne répondait pas aux critères de la rédaction.

La contribution de la RELV au débat pédagogique en France présente les traits du militantisme corporatiste et disciplinaire à usage pratique (ce qui inclut la politique scolaire) et, par son objectif national, ne vise pas à l'élaboration de principes scientifiques, par définition transférables. La recherche de «lois», «enseigner le vrai», un des objectifs déclarés de la rédaction de la RELV, est à interpréter dans le sens réduit de «lois pour notre usage». En témoigne la proportion importante d'articles portant sur les questions d'organisation scolaire et professionnelle, qui sont d'ailleurs répercutés avec intérêt dans la revue DNS, quand ils convergent avec une préoccupation de la corporation¹⁷.

Par rapport à la RELV, les LM auront une ambition de portée plus large, qu'elles pourront appuyer sur les relations de l'APLV avec les autres associations de spécialistes, en France et à l'étranger. Elle bénéficiera en outre du soutien des autorités académiques et de la participation d'universitaires, ainsi que de l'évolution de la formation des enseignants: l'initiation à la recherche pour le Diplôme d'études supérieures (DES), mis en place en 1904 pour les disciplines littéraires comme préalable à l'agrégation, généralise les pratiques de la recherche et de la communication scientifiques qui faisaient défaut auparavant.

Les modalités de la circulation entre les revues

Le constat de carence que fait Sigwalt en 1903 atteste que la RELV n'est pas reconnue par le milieu enseignant comme l'égale de la revue allemande et les LM mettront à leur tour quelques années à faire leur mue¹⁸. Cependant, pour dissymétrique que soit la configuration, la circulation entre elles produira une dynamique dont les effets, conjointement avec l'évolution de la formation des enseignants, bénéficieront à la professionnalisation des rédacteurs et au rapprochement entre les niveaux scientifiques respectifs.

Malgré ses limites, l'apport de la RELV au débat pédagogique transnational de la fin du 19^e siècle n'est pas négligeable, du fait de la contradiction qu'elle apporte aux ténors du réformisme radical en France et à travers eux à une réflexion transfrontalière. En effet, si la RELV pense «français», elle ne peut ignorer les Passy, Bréal, Schweitzer qui sont en relation avec des cercles internationaux promoteurs d'une réforme radicale de l'enseignement des langues vivantes, en particulier en Allemagne, et véhiculent de cette façon des «idées allemandes» dans leur discours. En manifestant son désaccord, la RELV fait circuler ces idées selon un prisme réducteur, mais qui contribue néanmoins au débat en raison même de sa partialité qui suscitera à son tour des contradictions. Un débat autour de la méthode Gouin permet d'observer en 1895 l'interaction des deux revues. Les DNS consacrent une série d'articles détaillés et argumentés, accompagnés de rapports d'expérimentation de cette méthode qui eut en 1892, grâce à la publication en anglais de l'ouvrage fondateur *L'Art d'enseigner*, un écho important dans la presse internationale généraliste et spécialisée. Le rédacteur allemand, R. Kron, fait un compte rendu précis des débats suscités en France par un article du journal *Le Temps*. Celui-ci pointe les résultats notoirement insuffisants de l'enseignement des langues. Ceci est ressenti par les enseignants comme un affront et donne lieu à des articles polémiques dans la RELV (RELV, vol. 10, p. 6 sqq.). Celle-ci se lance alors dans une campagne où la méthode Gouin semble être un alibi pour critiquer l'inspecteur général Bossert, supposé être l'instigateur d'une campagne contre les enseignants à laquelle serait associé Bréal. Dans son analyse des arguments de Wolfromm et de la RELV, Kron caractérise ces critiques comme indigentes («keine blasse ahnung vom eigentlichen wesen des seriensystems», «jedes objektive urteilsvermögen fehlt») et animées par une haine fanatique (DNS, vol. III, p. 333).

C'est dans ce rôle d'opposant à des personnes ou des groupes proches des DNS que la RELV est perçue dans la revue allemande et à ce titre considérée comme un acteur à prendre en compte, fût-ce pour le réfuter. Entre les LM et les DNS, la réception réciproque sera plus sereine jusqu'à la première guerre mondiale, quand le paradigme de la «langue de l'ennemi» confrontera la presse pédagogique à une remise en question des fondements même de sa mission de communication.

Conclusion

Le premier enjeu des trois revues de notre corpus, l'émergence d'une «opinion publique» des enseignants de langues vivantes, a été atteint. Un autre enjeu, la contribution à l'évolution de la pensée pédagogique, conditionnée par des facteurs extérieurs, s'avère en revanche hors de portée de la RELV, ce qui engage les LM à adopter le modèle fourni par les DNS. Les postulats d'objectivité et de recherche du «vrai», communs aux trois revues de notre corpus, n'évitent pas que la modalité principale de circulation des idées entre elles soit stratégique, déterminée par le besoin d'une pédagogie à usage interne, d'application rapide. Le filtre de la réception est de ce fait différent dans les trois cas, l'intérêt pour les conceptions et les réalisations portées par d'autres étant affecté par les échelles sociales, politiques et temporelles dont nous avons donné quelques exemples. Cependant, par-delà l'horizon national se constitue un fonds commun, fait d'éléments hétérogènes, relevant de catégories différentes qui se fondent sinon en une théorie pédagogique, du moins en langage commun. Les échanges en seront facilités au 20^e siècle, pour autant que la conjoncture politique n'y fasse pas obstacle. À ce titre, les revues auront finalement joué en partie le rôle que leurs fondateurs ambitionnaient pour elles.

Notes

- ¹ La Société des professeurs de langues vivantes devient en 1912 l'Association des professeurs de langues vivantes de l'enseignement public (APLV), qui existe toujours sous cette dénomination, de même que la revue *Les langues modernes*. Pour l'historique de ces fondations, voir Mombert (2001 et 2003).
- ² Sur le parcours de Sigwalt, voir Mombert (2001), p. 241.
- ³ Les Instructions annexées à la circulaire ministérielle du 15 novembre 1902, qui fonde l'enseignement moderne en France, prescrivent la méthode directe comme «la méthode qui donnera le plus rapidement et le plus sûrement à l'élève la possession effective» des langues vivantes, lesquelles «sont enseignées surtout en vue de l'usage». BAMIP (1902). Pour la fonction de la méthode directe dans l'histoire de la discipline, voir Mombert (2001) en particulier p. 151 sqq.
- ⁴ Les mouvements pédagogiques qui prônaient des réformes partielles rejoignent selon des configurations diverses, que nous ne pouvons détailler ici, un mouvement large et complexe de réformisme pédagogique (*Reformpädagogik*) qui s'étend de la fin du XIX^e jusqu'à la République de Weimar, et connaît des prolongements jusqu'à nos jours. Parmi la littérature abondante, à titre indicatif, voir Gandouly (1997), ch. II; Herrmann in Berg (1991), pp. 147-178.
- ⁵ Sigwalt (1906, p. 255) se moque du «titre pompeux dont se décorent les professeurs de langues vivantes en Allemagne».
- ⁶ Voir la réédition des 100 premières années par K. Schröder (1994).
- ⁷ Nous renvoyons au vol. IV de l'histoire de l'éducation en Allemagne dirigée par Christa Berg (1991).
- ⁸ Le libelle paru sous pseudonyme en 1882 fut réédité par Viëtor sous son nom en 1886, et édité en 1905. Il portait en sous-titre *Ein Beitrag zur Überbürdungsfrage*, ce qui renvoyait au thème du surmenage des élèves et de la surcharge des plans d'études, récurrent dans le

- débat sur le système scolaire en Allemagne. Voir Mombert (2001) p. 60 .
- 9 Le linguiste Michel Bréal (1832-1915), professeur à l'Ecole pratique des hautes études et au Collège de France, personnalité en vue en France, jouissait d'une réputation scientifique en Allemagne pour ses travaux philologiques. Né en Allemagne, bilingue, il fut un acteur du champ pédagogique; chargé de mission en Allemagne par le ministère de l'Instruction publique, il rapporta observations et propositions qui eurent un retentissement dans la grande presse et dans le milieu enseignant. Voir Bréal (1893). Sur le rôle de Bréal dans le «transfert d'une méthodologie allemande à de nouvelles disciplines en éclosion», voir Espagne (1994) p. 37.
 - 10 Charles Schweitzer, né en 1844, connu pour le portrait qu'en fait son petit-fils Jean-Paul Sartre dans *Les Mots*, était lié à des cercles influents, qui reprirent à leur compte ses conceptions méthodologiques. Il entretenait des relations amicales avec les réformateurs radicaux en Allemagne, dont il partageait pour l'essentiel les conceptions pédagogiques. Voir Mombert (2001), pp. 248-256.
 - 11 Fondateur de l'Association phonétique internationale (1886) et promoteur de l'alphabet phonétique international, Paul Passy (1859-1940) était professeur à l'Ecole pratique des hautes études.
 - 12 Un des rédacteurs, Auguste Pinloche, connu en Allemagne pour ses publications sur l'herbartianisme et le philanthropinisme, estime ainsi que «l'art du professeur» consiste à ne pas choisir entre «méthode grammaticale» et «méthode empirique», et à «combiner les avantages que peuvent offrir les deux systèmes». Cette défense de l'éclectisme ne l'empêchait pas de prôner comme les réformateurs radicaux l'approche inductive («apprendre la grammaire par la langue et non la langue par la grammaire»). (RELV, 1889-1890, p. 71).
 - 13 Pour l'évolution des philologies modernes à l'exemple de la philologie romane en Allemagne et en France, voir Werner (1990) pp. 159-183.
 - 14 L'historien Thomas Nipperdey (1990), p. 563, avance pour cette période le chiffre de 400 périodiques pédagogiques.
 - 15 La carrière de Wolfram patit de la vindicte de l'inspecteur général Bossert. Voir Clavères (1989, 7-14).
 - 16 Les enseignants allemands du secondaire étaient fréquemment titulaires d'un titre de docteur, qu'ils avaient acquis par une thèse, avant de passer l'examen donnant accès à l'enseignement (*Staatsexamen*). Les enseignants français en revanche passaient des concours sur programme, et n'entreprenaient généralement des recherches en vue d'une thèse que pour une éventuelle carrière à l'université. Sur les concours, voir Werner (1994), pp. 287-299.
 - 17 Les mentions des conditions de travail à l'étranger sont fréquentes au moment des congrès des associations. Exemple: un rapport sur la formation des professeurs d'allemand en France et leurs obligations d'enseignement, présenté lors du 43^e congrès d'enseignants à Cologne le 26 septembre 1895, donne lieu à plusieurs motions, qui tendent à rapprocher le système allemand du système français: renforcer le poids de la discipline principale et réduire le service à 18 heures par semaine (DNS, vol. III, 569-580).
 - 18 Sigwalt (1906, p. 279) regrette, après deux ans de fonctionnement de la Société fondée en 1903, qu'elle n'ait pu «consacrer que de faibles restes de [son] activité à des études dignes d'une revue ou même d'un simple bulletin, qui prétend être l'organe d'une fraction importante du corps enseignant».

Références bibliographiques

- Berg, Ch. (Éd.). (1991). *Handbuch der deutschen Bildungsgeschichte*. Vol. IV: 1870-1918. Von der Reichsgründung bis zum Ende des Ersten Weltkrieges. Munich: C. H. Beck.
- Bréal, M. (1893). *De l'enseignement des langues vivantes*. Paris: Hachette.
- Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique* (BAMIP). 1522, 7 juin 1902.
- Bulletin de la Société des professeurs de langues vivantes de l'Enseignement public* (1903-1907).
- Clavères, M.-H. (1989). Nous les maîtres de langues. *Les Langues modernes*, n°1-6.
- Die Neueren Sprachen* (1893-1914).
- Espagne, M. (1994). Les chaires de littérature étrangères. In M. Espagne & M. Werner (Éd.), *Les études germaniques en France 1900-1970* (pp. 33-62). Paris: CNRS éditions.
- Gandouly, J. (1997). *Pédagogie et enseignement en Allemagne de 1800 à 1945*. Strasbourg: Presses Universitaires de Strasbourg.
- Herrmann, U. (1991). Pädagogisches Denken und Anfänge der Reformpädagogik. In Ch. Berg (Éd.), *Handbuch der deutschen Bildungsgeschichte*. Vol. IV: 1870-1918. Von der Reichsgründung bis zum Ende des Ersten Weltkrieges (pp. 147-178). Munich: C. H. Beck. *Les Langues modernes* (1907-1914).
- Mombert, M. (2001). *L'enseignement de l'allemand en France 1880-1918. Entre «modèle allemand» et «langue de l'ennemi»*. Strasbourg: Presses Universitaires de Strasbourg.
- Mombert, M. (2003). Une page de l'album de famille. *Les Langues modernes*, 1, 41-44.
- Nipperdey, T. (1990). *Deutsche Geschichte 1866-1918*. Vol. I. Munich: C. H. Beck.
- Paulsen, F. (1921). *Geschichte des gelehrten Unterrichts auf den deutschen Schulen und Universitäten vom Ausgang des Mittelalters bis zur Gegenwart*. Vol. 2. (3^e éd. revue et augmentée par R. Lehmann). Berlin: De Gruyter
- Quousque tandem (Viötor, W.) (1882). *Der Sprachunterricht muß umkehren. Ein Beitrag zur Überbürdungsfrage*. Heilbronn: Henninger.
- Revue de l'Enseignement des Langues Vivantes* (1884-1914).
- Schröder, K. (Éd.). (1994). DNS-Dokumentation. *Die Neueren Sprachen 1894-1993*. Francfort/Main: Diesterweg.
- Schweitzer, Ch. (1902). Le congrès néophilologique de Breslau. *Revue Universitaire*, Vol. XI, 2, 122-130.
- Sigwalt, Ch. (1906). *De l'enseignement des langues vivantes. Idées d'un vieux professeur dédiées aux jeunes*. Paris: Hachette.
- Verein für neuere Sprachen in Hannover (Éd.). (1886). *Neuphilologische Beiträge*.
- Waller, F. (2003). Un siècle de Langues Modernes. *Les Langues modernes*, 1, 9-19.
- Werner, M. (1990). À propos de l'évolution historique des philologies modernes. L'exemple de la philologie romane en Allemagne et en France. In M. Espagne & M. Werner (Éd.), *Philologiques I. Contribution à l'histoire des disciplines littéraires en France et en Allemagne au XIX^e siècle* (pp. 159-183). Paris: Maison des Sciences de l'Homme.
- Werner, M. (1990). À propos de la notion de philologie moderne. Problèmes de définition dans l'espace franco-allemand. In M. Espagne & M. Werner (Éd.), *Philologiques I. Contribution à l'histoire des disciplines littéraires en France et en Allemagne au XIX^e siècle* (pp. 11-21). Paris: Maison des Sciences de l'Homme.
- Werner, M. (1994). Les concours de recrutement des enseignants de 1842 à 1953: agrégation et certificat d'aptitude. In M. Espagne & M. Werner (Éd.), *Les études germaniques en France 1900-1970* (pp. 287-299). Paris: CNRS éditions.

Mots-clés: Enseignement des langues vivantes, revues pédagogiques spécialisées, transferts franco-allemands, professionnalisation, pensée pédagogique

Die Zeitschriften für den neusprachlichen Unterricht in Frankreich und Deutschland um 1900: Die Fabrik einer öffentlichen Meinung der Lehrerschaft.

Zusammenfassung

Drei pädagogische Zeitschriften widmeten sich um 1900 in Frankreich und Deutschland dem neusprachlichen Unterricht: die *Revue de l'Enseignement des Langues vivantes*, die *Langues modernes* und *Die Neueren Sprachen*. Sie fungierten als Forum mit dem Ziel, zur Herausbildung einer öffentlichen Meinung der Fremdsprachenlehrer beizutragen und die wissenschaftlichen Grundlagen des Faches zu schaffen. Da der neusprachliche Unterricht zu jener Zeit für reformbedürftig gehalten wurde und in der Öffentlichkeit zur Debatte stand, verfolgten sie je nach Konjunktur eine abwehrende oder offensive Strategie. Der vorliegende Beitrag untersucht den Kontext der Zeitschriften und das Rezeptionsverfahren zwischen ihnen unter Berücksichtigung der jeweiligen Determinanten.

Schlagnvorte: Neusprachlicher Unterricht, Pädagogische Fachzeitschriften, Deutsch-französische Transfers, Professionalisierung, Pädagogisches Denken

Le riviste di lingua viva in Francia e in Germania verso il 1900: la costruzione di un'opinione pubblica insegnante.

Riassunto

Verso l'anno 1900, due riviste pedagogiche francesi (la *Revue de l'Enseignement des Langues vivantes* e *Les Langues modernes*) e una tedesca (*Die Neueren Sprachen*) esercitano un ruolo importante per lo sviluppo dell'insegnamento delle lingue vive: il loro obbiettivo è di forgiare un'opinione pubblica del corpo insegnante et una "dottrina" scientifica della loro disciplina. In un periodo dove l'insegnamento delle lingue è toccato da una moltitudine di riforme ed è oggetto di dibattiti pubblici, la loro strategia sarà, secondo le circostanze, offensiva o difensiva. Il nostro articolo si propone di analizzare le riviste nel loro contesto, tenendo presente i giochi di scala e le modalità delle loro reciproche circolazioni.

Parole chiave: Insegnamento delle lingue vive, riviste pedagogiche specializzate, transfers franco-tedeschi, professionalizzazione, pensiero pedagogico

Modern language journals in France and Germany around 1900: the construction of a public opinion within the teaching profession.

Summary

Around 1900, two educational journals in France (*la Revue de l'Enseignement des Langues Vivantes* and *Les Langues Modernes*) and one in Germany (*Die Neueren Sprachen*) offered a forum for debate for the teaching of modern languages. Their aim was to establish the public opinion of the teaching profession and a scientific 'doctrine' in this field. At a time when language teaching is affected by successive reforms and is the subject of much debate in society in general, the strategy of these journals is, depending on the circumstances, either defensive or offensive. This paper aims to analyse the journals in their context and examine their modes of exchange taking into account the games of scale that influence them.

Key words: Modern language teaching, specialized educational journals, Franco-German transfers, vocational focus, educational thinking